



Après l'Allemagne, la Belgique appelle les étrangers à mieux s'intégrer

BRUXELLES, 2 nov 2010 (AFP) - Les immigrants qui souhaitent s'installer en Europe doivent faire plus d'efforts pour s'intégrer, a estimé mardi le Premier ministre belge Yves Leterme, dont le pays préside l'UE, faisant écho à un débat similaire en Allemagne.

"Je crois que, sans vouloir culpabiliser les gens qui viennent ici de bonne foi et qui veulent s'y installer, (...) il faudrait mettre beaucoup plus l'accent sur l'intégration, l'insertion", a dit M. Leterme au cours d'une conférence de presse après une rencontre avec la chancelière allemande, Angela Merkel.

"Sans perdre leur identité propre, (ils) doivent pouvoir participer à la société et acquérir les moyens de le faire via une meilleure connaissance des langues entre autres, ou d'au moins une langue nationale", a poursuivi M. Leterme, qui dirige actuellement les affaires courantes.

Et il a rappelé que son gouvernement avait proposé de modifier les lois belges afin d'être plus exigeant envers les étrangers qui veulent acquérir la nationalité belge, notamment sur l'apprentissage de la langue.

Ces propos font écho à la situation en Allemagne : le pays est en ébullition depuis la publication cet été par un haut fonctionnaire de la banque centrale, Thilo Sarrazin, d'un pamphlet affirmant que le pays "s'abrutit" sous le poids des immigrants musulmans.

Mme Merkel est intervenue il y a deux semaines pour enterrer le modèle d'une Allemagne multiculturelle où cohabiteraient harmonieusement différentes cultures, le modèle dit "multikulti".

"Pendant de nombreuses années, (...) on n'a pas assez misé sur l'intégration, mais on a dit : d'accord, notre pays devient plus diversifié, nous laissons les groupes individuels vivre parallèlement. Cette approche a échoué", a-t-elle réaffirmé mardi à Bruxelles.

"L'intégration ne se fait pas toute seule", a insisté Mme Merkel, il y a des "conditions préalables à la vie ensemble", telles que "la reconnaissance des lois et de la Constitution, l'apprentissage de la langue du pays dans lequel on vit", et il ne faut pas exclure le cas échéant "des sanctions".

"Quand par exemple les gens reçoivent de l'argent public pour les aider à vivre, alors nous disons qu'ils doivent aussi apprendre la langue du pays", a-t-elle encore dit.